

ROYAUME DU MAROC
PREMIER MINISTRE
MINISTERE DE LA PREVISION
ECONOMIQUE ET DU PLAN

ETUDES DEMOGRAPHIQUES

*Dynamique urbaine et développement
rural au Maroc*

CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES
DEMOGRAPHIQUES

Dépôt légal : 1534-1999

N.B. : Les idées avancées dans ce document n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

Avant-propos

Les transformations rapides, que connaît le Maroc dans le domaine économique, social et culturel ont des impacts spatiaux et conduisent à un changement des rapports entre la population et son territoire. Elles sont à l'origine de la complexité accrue des formes d'organisation socio-économique et socio-spatiale. La pression démographique, la diversification des besoins de la population, affectent les systèmes et les modes de production et de consommation de l'espace.

Les rapports traditionnels que les ruraux ont longtemps entretenu avec la terre ont subi de profondes modifications à cause de la sécheresse, le morcellement des terrains, la mainmise des urbains sur les terres agricoles, l'augmentation du nombre des ruraux sans terre, l'irrigation, la mécanisation, etc. De ce fait, un nombre important de la population des zones dites « bour » est candidat au départ.

L'armature urbaine devient de plus en plus dense, le taux d'urbanisation ne cesse d'augmenter, le tissu urbain de se dilater et de se diversifier. La société urbaine est devenue complexe et l'économie urbaine se trouve incapable, à elle seule, d'assurer l'emploi et les ressources pour toute la population. Ainsi, plusieurs problèmes émergent se rapportant à la maîtrise de l'espace urbain, à sa gestion et à son équipement.

En raison de ce dysfonctionnement des espaces, les formes de mobilités spatiales se diversifient et s'accroissent. Quoique l'exode rural demeure un flux migratoire important, on constate l'amplification des migrations interurbaines aussi bien ascendantes que descendantes. Ces déplacements, tout particulièrement la mobilité interurbaine, sont significatifs pour le passage à une transition de la mobilité spatiale.

Pour comprendre ces changements économiques, culturels et socio-spatiaux, le Centre d'Etudes et de Recherches Démographiques relevant du Ministère de la Prévision Economique et du Plan a réalisé une étude sur *la dynamique des villes et le développement rural*.

Cet ouvrage s'articule autour de sept chapitres. Le premier, analyse la corrélation entre la transition démographique et la transition urbaine. Il en ressort qu'avec un indice de fécondité de près de 3 enfants

et un taux d'urbanisation de plus de 50%, le Maroc a franchi, plus rapidement, les étapes de la transition de la fécondité que celle de l'urbanisation. Ce déphasage se retrouve dans la fécondité et la mortalité: tandis que la première est désormais à quelques décimales du seuil de renouvellement des générations, et tend à se rapprocher de celle des pays développés, la mortalité infantile reste encore 4 à 5 fois plus élevée que dans les pays du peloton de tête en terme de baisses de mortalité. En somme, la transition urbaine accompagne et accélère d'autres transitions (fécondité, mortalité, mobilité, etc.). Les moteurs de la transition démographique se sont donc mis en marche dans les villes marocaines, les enjeux en revanche en milieu rural sont d'une autre dimension.

Le deuxième chapitre est consacré au décompte de la croissance démographique, en décrivant l'évolution de la population urbaine au niveau des régions et selon la catégorie des villes. On a également voulu élucider les différences qui prévalent non seulement au niveau de l'évolution et de la répartition de cette population, mais également au niveau de la structure de sa croissance enrichie, cette fois ci, de composante spatiale, considérée pendant longtemps, comme négligeable.

Il ressort de cette analyse que la distribution spatiale de la population urbaine commence à connaître des changements en douceur. Comparé aux autres pays arabes, et avec un taux d'urbanisation de presque 53% et un taux d'accroissement moyen annuel de 3%, le Maroc est dans une situation intermédiaire. Si le processus d'urbanisation s'est produit à un rythme très accéléré durant plus de deux décennies, il s'est "brusquement" ralenti. Ainsi, le taux d'accroissement annuel moyen ne dépassait guère 3,6% selon les résultats du dernier recensement en 1994, et 3% actuellement, selon les estimations du CERED.

L'armature urbaine présente un déséquilibre lié en premier lieu à des contraintes géographiques. Mais au-delà des contraintes physiques, les facteurs historiques et économiques ont joué un rôle important dans la répartition des villes.

Intégrée dans les orientations du Protectorat, l'urbanisation ne répond plus à une logique interne, mais obéit à des objectifs économiques liés aux implantations coloniales (agricoles, industrielles et minières). C'est ainsi que de nouveaux centres ont été créés pour

répondre aux “besoins de la formation sociale dominante”. Les villes se sont alors développées dans les plaines les plus peuplées par les colons comme Chaouïa, Saïs ... avec une concentration assez nette sur l’axe atlantique Kénitra-Casablanca.

Ainsi, malgré la régression remarquable du taux de fécondité et de mortalité, le nombre d’habitants des villes ne cesse d’augmenter. Cela nous a conduit à analyser les autres facteurs qui participent à cette augmentation, surtout l’ampleur des mouvements migratoires, la promotion des centres ruraux et l’annexion de la population suite aux extensions urbaines.

Pour ce qui est du bassin migratoire des villes, et sans rentrer dans le détail des limites de celui de chaque ville, nous avons pu, grâce aux cartes établies, identifier quatre catégories de villes.

Le troisième chapitre a pour objet d’analyser le rôle que jouent les villes moyennes. Dans le cadre de la politique de développement rural de plus en plus affiché, la décentralisation est considérée comme un support efficace pour combattre les déséquilibres : les villes moyennes sont censées à ce titre régulariser les disparités entre les pôles régionaux, les petites villes et les campagnes.

L’analyse des villes moyennes en tant que pôles de développement régionaux, a été faite avec plusieurs clefs d’entrées (le poids démographique, le niveau de leurs équipements, le degré de leur participation dans le développement régional). Le développement de ces cellules spatiales doit répondre à plusieurs objectifs. D’abord, fixer les équipements en des lieux bien précis, polariser les flux induits et optimiser les investissements économiques et sociaux. Cette promotion révèle l’enjeu que représentent ces cellules spatiales pour les pouvoirs publics. L’étude montre cependant, combien d’efforts restent à fournir pour atteindre ces objectifs.

Le quatrième chapitre s’intéresse à la gestion des villes. Durant les deux dernières décennies, nous avons assisté à une diversification et à une multiplication des dispositifs institutionnels visant à une plus grande maîtrise de l’espace urbain : renforcement du rôle des collectivités locales, nouveau découpage régional, préfectoral, provincial et communal, création des agences urbaines, mise en place des inspections

régionales de l'urbanisme et le promulgation de nouveaux documents d'urbanisme.

Néanmoins, l'administration territoriale au Maroc reste marquée par le centralisme, provoquant la mise en place de structures institutionnelles lourdes, rigides et incapables de s'adapter à un contexte urbain mouvant et en constante évolution. Ces défaillances de la gestion urbaine se sont traduites par le développement considérable de l'habitat clandestin, dont la population a plus que doublé durant les deux dernières décennies. Pour gérer leurs besoins en équipement, les habitants de ces quartiers s'organisent en associations. Ces dernières sont devenues, par exemple, des partenaires incontournables dans toutes les opérations de restructuration des quartiers périphériques.

Le cinquième chapitre, traite la perception sociale de l'espace. Le dysfonctionnement des paysages urbains a conduit à une crise d'identité chez la population urbaine, qui s'est trouvée dans un espace, ne répondant pas à ses divers besoins et aspirations.

A l'égard des définitions administratives et scientifiques des concepts de l'urbanité et de la ruralité, la population a ses propres mesures du contenu social de l'espace.

Pour ce qui est du chapitre des équipements urbains, cette étude montre qu'avec l'évolution du nombre d'habitants des grandes villes, ces équipements se trouvent largement dépassés. La déficience des espaces ruraux en matière d'équipement pousse une proportion importante des ruraux à satisfaire leurs besoins élémentaires grâce aux équipements des villes : l'infrastructure sanitaire, les établissements scolaires et socioculturels, les services administratifs, sans omettre les conditions d'habitation, la situation du parc logement en liaison avec la tendance démographique.

L'analyse du degré de dotation des villes en équipements nous montre combien les inégalités sont grandes entre les diverses composantes de l'espace urbain global (régions, provinces, communes). Les villes qui concentrent un nombre important d'équipements (les grandes villes et plus particulièrement, Casablanca et Rabat), constituent aussi les lieux le plus peuplés. Ainsi, le taux de couverture de la population en matière d'équipement demeure encore faible aujourd'hui.

Le dernier chapitre étudie l'évolution du secteur agricole et les perspectives du développement rural. On remarque que la superficie agricole utile est peu extensible, le système d'exploitation agricole est souvent traditionnel, l'organisation collective est vulnérable, l'insuffisance de l'infrastructure de base est notoire, les activités non agricoles sont faibles et la politique d'autosuffisance alimentaire n'a que peu abouti.

Ce chapitre traite aussi de l'impact des aléas climatiques, de la structure foncière, des systèmes de production, des produits agricoles et des contraintes qui entravent l'évolution de la production agricole et qui contribuent à nourrir l'exode rural.

Cet ouvrage a été réalisé dans le cadre d'un groupe de recherche pluridisciplinaire sous la Direction de Monsieur Ahmed NOUIJAI, Directeur du Centre d'Etudes et de Recherches Démographiques et comprenant Messieurs: Youssef Courbage, Démographe, EL Hassan EL MANSOURI, Géographe, Abdelaziz MORSI, Géographe, Said CHAHOUA, Démographe, Abdelghani ABOUHANI, Politologue, Nourdine HARRAMI; Anthropologue, Abdeltif CHAOUAI, Démographe et Sghir BOUZAFOR, Statisticien-Economiste.

On ne peut terminer cet avant propos sans rappeler la contribution du Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP), pour l'appui matériel qu'il a bien voulu allouer à cette réalisation. Qu'il en soit remercié à cette occasion.